

Déclaration du représentant de la République d'Indonésie

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Au nom du Gouvernement indonésien, je tiens à saluer le ferme engagement et le solide appui du FIDA aux fins de l'accélération de l'action en faveur de la sécurité alimentaire.

Nous sommes honorés d'avoir reçu votre visite de travail en Indonésie il y a trois mois, qui nous a offert l'occasion de présenter notre partenariat de longue date visant à améliorer les moyens d'existence des petits producteurs et des populations rurales.

Les crises globales, multiples et interdépendantes qui sévissent dans le monde, comme la maladie à coronavirus 2019, la crise climatique et les conflits violents actuels, notamment la guerre en Ukraine, ont interrompu ou annulé les efforts que nous déployons sans relâche pour parvenir à la sécurité alimentaire, qui est l'une des principales composantes des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Les pays et les populations les moins à même de faire face sont aussi les premiers touchés par la crise actuelle du coût de la vie. Trois principaux vecteurs ont conduit à cette situation: la hausse des prix des denrées alimentaires, la hausse des prix de l'énergie et le resserrement des conditions financières.

L'économie mondiale peine à se redresser. Selon le rapport du Groupe mondial d'intervention en cas de crise de l'Organisation des Nations Unies, 60% des pays les plus pauvres étaient aujourd'hui surendettés ou risquaient fortement de l'être.

Les pays en développement devraient investir 1 200 milliards d'USD par an pour combler le déficit de financement de la protection sociale, et il faudrait mobiliser 4 300 milliards d'USD par an pour atteindre les objectifs de développement durable, soit plus que jamais auparavant.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

La collaboration entre l'Indonésie et le FIDA sous la présidence indonésienne du G20 a été efficace, entre autres, s'agissant de mobiliser des contributions volontaires en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, de lancer des initiatives pour remédier rapidement aux vulnérabilités alimentaires et de favoriser la transformation vers un système alimentaire durable.

L'Indonésie se félicite d'avoir toujours partagé les ambitions du FIDA.

À cet égard, permettez-moi de vous faire part de notre point de vue sur le sujet en question, qui continuera à servir notre cause commune à l'avenir.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'Indonésie salue l'avantage comparatif du FIDA et ses efforts actuellement déployés pour intégrer systématiquement les questions climatiques dans son portefeuille, lequel met particulièrement l'accent sur la nécessité de renforcer l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques dans le cadre des systèmes agroalimentaires.

Nous félicitons le FIDA pour sa participation active aux négociations internationales sur le climat, comme lors de la récente COP 27, et pour son rôle pionnier dans l'adaptation aux changements climatiques, en particulier s'agissant d'allouer des financements climatiques mondiaux au profit des petits producteurs et des populations rurales pauvres, notamment dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.

Les stratégies d'adaptation et de survie axées sur la résilience climatique et l'utilisation durable des ressources naturelles figurent au rang des priorités transversales du programme d'options stratégiques pour l'Indonésie (2023-2027).

En outre, nous attendons avec intérêt la mise en œuvre conjointe, par les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, du projet pilote dans le Nusa Tenggara

oriental visant à renforcer la résilience climatique des agriculteurs grâce à la transformation des systèmes alimentaires.

Par ailleurs, nous encourageons le FIDA, par l'intermédiaire de son Mécanisme, à mobiliser des ressources, à intensifier sa collaboration avec les principaux fonds climatiques et environnementaux et à aider les pays – en particulier les pays dans la dernière catégorie de revenu, les pays en développement et les États en proie à des situations de fragilité et à des conflits – à renforcer leurs activités axées sur l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole.

À cet égard, l'Indonésie invite le FIDA à renforcer ses partenariats inclusifs avec le secteur privé et d'autres organisations internationales pour s'attaquer à la question cruciale du financement de l'action climatique. Seule une collaboration multipartite permettra de garantir l'accès des populations les plus vulnérables du monde aux ressources et à l'appui dont elles ont besoin pour s'adapter aux effets des changements climatiques, le but étant d'assurer un avenir durable pour tous.

Deuxièmement, je souhaiterais aborder le rôle des jeunes dans l'agriculture.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

L'Indonésie est d'avis que la nouvelle génération est l'une des clés du développement durable, en particulier dans les pays en développement où les jeunes constituent aujourd'hui le dividende démographique.

En tirant parti des technologies numériques dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, les jeunes rebattent les cartes dans le cadre de l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 2 (faim zéro).

Pourtant, rares sont les jeunes d'aujourd'hui qui entrevoient des possibilités de développement dans le secteur agricole et les zones rurales.

Ce constat s'explique par de nombreux facteurs, comme l'urbanisation, la gentrification et le stress environnemental, sans parler de l'accès limité des jeunes aux financements, aux capitaux, aux compétences et aux infrastructures dont ils ont besoin pour contribuer activement au développement rural et agricole.

Cela étant, les projets du FIDA peuvent être l'occasion de stimuler la participation de la nouvelle génération dans l'agriculture, incarnée par de jeunes agriculteurs, entrepreneurs agricoles et acteurs de la chaîne d'approvisionnement en milieu rural.

À cet égard, l'Indonésie souhaite évoquer plus en détail certains projets financés par le FIDA qui ont amélioré la vie des populations rurales du pays et leur ont donné des moyens d'action.

Parmi ces initiatives figure le Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes (YESS).

Grâce à des interventions ciblées dans les zones « 3T » (frontalières, reculées et sous-développées), le programme YESS a permis à des jeunes, femmes et hommes, d'acquérir les compétences, les connaissances et les ressources nécessaires pour créer et développer leur propre entreprise.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Le programme YESS leur a non seulement offert des débouchés économiques, mais a également contribué à stimuler la croissance économique locale, à créer des emplois et à améliorer le bien-être général des populations rurales.

Il s'agit d'un cas exemplaire de programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et au développement économique des zones rurales, qui témoigne selon nous de l'efficacité de l'approche du FIDA.

Troisièmement, en ce qui concerne les interactions entre l'eau, l'alimentation et l'énergie, l'Indonésie estime que ces trois éléments sont indéniablement liés.

Il convient de noter que les pays en développement manquent souvent des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en place un système efficace, intégré et durable de gestion des interactions entre l'eau, l'alimentation et l'énergie dans le secteur agricole.

L'Indonésie propose donc au FIDA de participer aux activités de collaboration dans ce domaine, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, et ce afin :

- de partager les connaissances et les capacités en matière d'autonomisation des agriculteurs et de gestion des cultures;
- d'accroître les investissements dans la gestion de l'eau, le savoir-faire technique, l'irrigation et les infrastructures, en faisant appel aux autres organismes ayant leur siège à Rome ou à d'autres entités des Nations Unies.

Grâce à l'appui du FIDA, nous sommes d'avis que les partenariats établis dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire pourraient être consolidés, afin d'accroître l'impact obtenu sur le système alimentaire mondial.

D'autre part, l'Indonésie estime que le FIDA tirerait parti de la valeur ajoutée que ce type de coopération apporte aux programmes.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Je conclurai par quelques mots sur le lancement de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13).

L'Indonésie se félicite de la tenue d'une consultation globale visant à examiner les travaux du FIDA dans leur ensemble sous l'angle de priorités plus solides.

L'élaboration de FIDA13, en parallèle de l'évaluation de l'impact de FIDA11, des enseignements tirés de FIDA11 et de l'examen à mi-parcours de FIDA12, donnent un bon aperçu de l'impact du FIDA sur le terrain et de son orientation future.

FIDA13 doit être en phase avec les mesures prises actuellement au niveau mondial pour atténuer les crises multidimensionnelles.

À ce titre, il faudra également renforcer la participation des populations, qui est le cœur de métier du Fonds, et garder une approche centrée sur les personnes.

Enfin, FIDA13 doit permettre au FIDA de promouvoir un entrepreneuriat agricole innovant, grâce à une agriculture numérique au service de l'amélioration des moyens d'existence des exploitants.

En ce sens, la coopération Sud-Sud et triangulaire au FIDA est un moyen précieux de renforcer efficacement les capacités pour réduire la pauvreté et parvenir à une transformation inclusive du monde rural.

En conclusion, l'Indonésie réaffirme son engagement à intensifier la coordination et la coopération pour faire face aux défis mondiaux actuels, parvenir à une agriculture et à des systèmes alimentaires plus résilients, plus inclusifs et plus durables, et favoriser le développement rural.

Merci.